

## **Nos choix pour l'Europe** **Quelques idées pour un projet politique**

A un tournant dans l'histoire européenne, il existe un besoin intense de créer un mouvement pro européen nouveau et fort rassemblant tous ceux qui croient à l'intégration européenne et qui s'engagent sur un programme pour une Europe forte et une approche plus positive de l'intégration européenne.

Nous avons besoin d'identifier clairement les priorités politiques inspirées par les valeurs décrites dans notre Manifeste – paix, liberté, démocratie, solidarité, et éducation – et de s'engager sur des actions fortes pour avancer vers une Union politique toujours plus intégrée.

### Les premières étapes

Nos choix ne naissent pas du vide. L'Europe a déjà franchi des étapes importantes dans de nombreux domaines ces dernières années. Néanmoins, nous devons aller encore plus loin dans le développement et le renforcement de ces politiques et de ces initiatives si nous voulons qu'elles constituent une base nouvelle pour l'action.

On entend par ces politiques et ces initiatives, par exemple :

- le développement de la politique européenne de voisinage qui a déjà donné des résultats significatifs notamment dans le dialogue avec la Russie et les pays du pourtour méditerranéen;
- l'établissement d'une véritable politique européenne de l'éducation et de la recherche;
- le renforcement des mesures concernant les jeunes et le bénévolat pour donner du sens au concept de citoyenneté européenne;
- aller encore plus loin dans les domaines où de grandes réformes ont déjà été entreprises, comme la politique agricole commune, et dans d'autres domaines pour lesquels il est encore plus urgent de mener une réflexion et une action concrète, comme pour la coordination des politiques macro-économiques et sociales;
- répondre aux attentes de la population en matière de protection des consommateurs, ainsi que pour l'établissement d'une espace de liberté, de sécurité et de justice;
- donner un nouvel élan dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'environnement et du développement durable en général.

Il est vital de procéder à un renforcement de ces politiques si l'on veut éviter de perdre du temps dans les mois à venir. En même temps, ces initiatives peuvent représenter une base pour notre action commune, et notre priorité doit être de commencer à travailler sur ces projets concrets dès que le Parlement européen nouvellement élu débutera ses travaux.

### Les choix que nous devons faire pour l'avenir

Les choses doivent être claires : toutes les réponses aux défis qui se posent à l'Europe ne peuvent pas, ou ne doivent pas, venir de Bruxelles. Qu'il s'agisse de politique extérieure, de sécurité et de justice, d'économie, de santé ou d'environnement, de politiques de l'emploi, d'immigration, de recherche ou d'éducation, les sujets relèvent de tous les niveaux de gouvernement: européen, national et local. Le point crucial est la cohérence de l'ensemble, la cohérence entre les politiques de court terme et celles de long terme, entre la conception et la conduite des politiques quel que soit le niveau de gouvernance. La cohérence est vitale pour obtenir des résultats et pour s'assurer qu'une capacité de gouverner les sujets complexes de l'Union européenne existe.

## L'Europe dans le monde

Les politiques de l'Europe en faveur de la paix et, plus généralement, son approche des affaires internationales doivent être le reflet de son histoire et doivent être inspirées par une nouvelle philosophie des relations internationales. La première contribution que l'Europe peut apporter est sa propre expérience. Celle-ci consiste en une réussite unique et extraordinaire en terme d'intégration régionale. L'Union que nous avons construite est le fruit d'un long et patient dialogue, d'une recherche constante et parfois difficile d'un plus grand intérêt commun et d'un équilibre stable auquel chaque partie peut s'identifier. C'est une méthode d'organisation des relations entre Etats qui, sur une période de cinquante ans, a produit des résultats, tels qu'elle a rendu impensable la guerre entre Etats européens, qu'elle a permis d'élargir l'Union de 6 à 25 pays (et demain d'autres encore), ou également d'adopter une monnaie unique entre 12 Etats, rejoints demain par bien d'autres, faits pour lesquels il n'existe pas de précédent dans l'histoire. L'Europe apparaît aux yeux du monde comme l'exemple le plus extraordinaire de gouvernance démocratique du processus de mondialisation. Un exemple dont s'inspire, et ce n'est pas un hasard, d'autres continents comme l'Amérique latine ou l'Afrique dans leur recherche de nouvelles formes de coopération pour surmonter leurs anciennes divisions.

Nous, Européens, nous avons l'ambition et le sentiment que nous portons la responsabilité de contribuer à la paix, la stabilité et la sécurité dans le monde. Les Nations-Unies et, à une échelle plus petite, l'Alliance atlantique sont les piliers incontournables qui fondent la politique extérieure européenne; celle-ci ne peut être conçue séparément et encore moins en opposition avec la politique des Etats-Unis. Si l'on veut que l'Alliance atlantique, en particulier, continue à exister à l'avenir, il est nécessaire qu'elle repose sur deux piliers de force égale: un pilier américain et un pilier européen. Du point de vue de l'Union européenne, cela signifie que l'on doit accepter des responsabilités croissantes, d'ordre militaire notamment (y compris dans ses implications budgétaires), si l'on veut assumer l'ambition fixée d'être un acteur majeur sur la scène internationale. Pour résumer, nous devons travailler à la mise en œuvre complète de la politique européenne de sécurité et de défense, ce qui implique d'avoir la capacité de prendre nos responsabilités et d'intervenir pour notre propre sécurité lorsque nos partenaires américains ne sont pas directement concernés. De plus, nous avons besoin d'un effort commun pour éradiquer le crime international, instituer un contrôle commun de nos frontières extérieures et établir un terreau commun de liberté et de justice.

La paix, la liberté et la sécurité ne sont pas des objectifs qui peuvent être atteints une fois pour toutes et partout dans le monde. Il se peut même qu'on doive les défendre par les armes. Mais le cadre de référence politique et juridique incontournable pour l'action internationale de l'UE demeure les Nations-Unies. Même s'il est évident que les modes d'action et de décision de cette institution ont besoin d'être réformés, c'est à travers, et en son sein, que la réponse la plus forte et la plus légitime au besoin de relations internationales organisées pourra être apportée. L'UE doit parler d'une seule voix, et la première étape pour y arriver est d'avoir un représentant unique dans toutes les organisations internationales et les institutions financières, à commencer par les Nations-Unies, le Fond monétaire international et la Banque mondiale. Ceci est important si nous voulons promouvoir une action plus efficace à la fois de l'Union européenne et de ces organisations internationales.

Sur la scène internationale, l'Europe doit définir des autorités et des procédures claires lui permettant d'agir de manière rapide et positive dès qu'une décision est prise. Accorder une seule voix à l'Union pour les relations internationales est aussi une question qui concerne le système institutionnel européen. La règle de la majorité doit être la règle générale pour la prise de décisions et la conduite d'actions au niveau européen. Ceci est important si l'on veut que l'Union agisse de manière efficace dans les limites qui lui sont imparties, mais également au-delà, et ce dans tous les domaines.

Nous sommes convaincus que les guerres ne sont pas seulement gagnées grâce aux armes. C'est d'autant plus vrai dans le combat contre les organisations terroristes. C'est une dangereuse illusion de croire que l'on peut gagner ces combats sans s'attaquer à la racine de leurs causes, comme l'injustice, la pauvreté, la négation des droits ou la répression. La force seule n'est pas suffisante pour vaincre le terrorisme. L'intelligence doit être autant utilisée que la force. A côté des actions militaires et de répression, nous devons entreprendre avec la même détermination des actions politiques. Et quelle que soit l'option, l'approche multilatérale est inévitable. Et cette approche ne vaut pas seulement pour la lutte contre le terrorisme. Toutes les initiatives de l'UE sur la scène internationale doivent être guidées par une action multilatérale cohérente. En particulier, l'Union a besoin de donner une nouvelle impulsion aux efforts qu'elle a entrepris pour établir un dialogue et une coopération avec les pays extra-communautaires.

L'Union ne pourra entièrement réaliser son potentiel de développement ni être assurée de sa propre sécurité tant que la Méditerranée n'aura pas été transformée en zone de paix, de démocratie et de stabilité. Un contrôle complet et efficace de l'immigration ne sera possible que si l'on entretient des relations étroites avec les pays du sud de la Méditerranée. La Méditerranée représente une opportunité pour les échanges et les investissements économiques, il s'agit également d'une région d'une incroyable richesse culturelle. Cinq siècles après la découverte de l'Amérique, la Méditerranée est sur le point de retrouver sa position stratégique centrale au niveau géopolitique. Tandis que l'Asie émerge et le dialogue avec le monde arabe prend une importance croissante. Le développement de la région dépend du renforcement des relations basées sur une coopération intergouvernementale et des partenariats entre les acteurs socio-économiques. Dans ce cadre, la participation de la société civile dans tous les pays du pourtour de la Méditerranée est essentielle pour le développement de cette zone, et l'Union devrait œuvrer pour faciliter l'accession à cet objectif.

Le conflit israélo-palestinien continue à menacer l'avenir de la région et empêche tout réel espoir de paix. La seule voie que nous devons suivre est celle du dialogue. Le but ultime demeure l'existence, côte à côte, dans la paix et la sécurité, d'un Etat d'Israël et d'un Etat Palestinien, comme deux Etats libres et souverains et appartenant à un Moyen-Orient démocratique, prospère et apaisé. Pour atteindre ce but, l'Union doit être prête à engager des ressources financières et humaines.

De la même manière, l'Europe doit être prête à insuffler un nouveau souffle à ses relations avec les pays qui sont et seront ses voisins, de la Russie et de l'Ukraine jusqu'au Maroc, et à délimiter ses frontières. Si elle échoue à définir sa propre identité culturelle, politique et institutionnelle, l'Europe cessera d'exister en tant que telle. Pour nous, une identité forte est une identité ouverte et solide. Avec cette "périphérie de pays amis", nous devons avoir pour objectif de tout partager sauf nos institutions politiques.

Dans ses relations avec les pays en développement, l'Union doit redoubler d'efforts et faire du développement durable une de ses priorités. Cela nécessite une politique d'aide plus ciblée et plus généreuse, l'établissement d'un partenariat étroit et les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et l'implication directe de la société civile en Europe et dans le reste du monde. Parallèlement, à travers le système de commerce multilatéral, l'Europe doit promouvoir un meilleur accès aux marchés pour les pays les plus pauvres et soutenir la lutte contre la pauvreté et la marginalisation économique sur la scène internationale. L'Europe, en tant qu'entité unifiée, est un acteur relativement nouveau sur la scène internationale, et contrairement aux Etats membres pris séparément, n'est pas handicapé par son passé colonial et peut donc bénéficier de sa capacité à développer partenariat, dialogue et coopération pour les pays en développement et en voie de développement.

## Participation et pluralisme

Nous vivons une période difficile pour nos démocraties. Une première raison qui suscite des doutes quant à leur bonne santé est la défaillance des voies classiques de participation démocratique.

Dans notre esprit, l'intérêt général doit inspirer et être la mission de tous les partis politiques. Le but des partis politiques doit être d'apporter des solutions aux difficultés de la société en général, en prenant en compte en particulier ceux qui n'ont d'autres moyens de représentation et de faire entendre leur voix. Nous avons besoin d'encourager le développement d'un nouvel humanisme en politique. Nous avons besoin de davantage d'hommes politiques avec une véritable vocation, et non d'hommes politiques opportunistes qui adoptent une posture artificielle à l'égard de l'Europe.

Le deuxième phénomène qui met en cause le fondement même de nos démocraties est la manière dont les différentes formes de media dominent le moindre aspect de la vie sociale et donc politique. Nous avons besoin de développer des formes de participation et de dialogue qui soient plus ouvertes, moins fragmentées et plus aptes à inclure tous ceux qui se sentent traditionnellement exclus du débat politique. De la même façon, le pluralisme de l'information doit être défendu coûte que coûte, pour que la démocratie existe réellement dans toute l'Europe. Et nous ne devons pas perdre de vue notre objectif de conférer une représentation politique à des intérêts collectifs et de répondre aux attentes de la société toute entière.

## L'Europe des régions

Socialement et politiquement, l'Europe représente bien plus que ses 455 millions de citoyens et les 25 ou 30 Etats qui la composent. Des millions d'Européens ont également le sentiment qu'ils appartiennent à une entité collective d'un autre type, fondée sur la culture, la langue, la géographie ou l'histoire et s'y identifient. Cette entité cohabite avec les Etats membres actuels sous différents aspects. Les régions, et en particulier celles avec des pouvoirs législatifs et des parlements et des gouvernements démocratiquement élus, en sont la meilleure illustration. Nous soutenons une Union qui prenne en compte cette diversité politique, tant au niveau institutionnel que dans la manière dont sont définies les politiques.

## Le développement basé sur l'innovation

La croissance en elle-même ne réduit pas l'inégalité, mais l'expérience européenne nous montre que c'est dans les années de plus forte croissance, comme la période 1960-1980, que nous avons réduit les inégalités avec le plus de succès, alors que nous les avons réduits de façon bien moindre, voire nulle, dans les années de faible croissance, par exemple entre 1980 et 2000. La croissance doit donc devenir la priorité économique numéro une de l'Europe.

Il est essentiel d'avoir des structures, des institutions, des normes et des formes de régulation qui stimulent la concurrence, qui encouragent de nouveaux opérateurs à investir sur le marché, qui promeuvent une plus grande mobilité du travail à l'intérieur et entre les entreprises. Il convient également d'avoir des marchés financiers plus efficaces se risquant à investir dans l'innovation, ainsi qu'une participation entière des femmes sur le marché du travail. A cet égard, les politiques liées à l'immigration et au travail marchand doivent faire l'objet d'une plus grande coordination.

Nous rejetons catégoriquement les demandes d'un retour au protectionnisme. Cette approche est nuisible, irréaliste et dangereuse. Au contraire, l'ouverture au marché mondial est la bonne solution pour la gouvernance économique du futur. Le commerce ne contribue pas seulement à pacifier le monde.

Par le commerce, les forums et organisations économiques internationaux, l'Europe peut promouvoir ses valeurs à travers le monde, en faisant pression sur ses partenaires pour favoriser, par exemple, de meilleures conditions de travail pour la main d'œuvre des pays en développement, ou le respect des normes environnementales issues des accords internationaux.

Le seul espoir de l'Europe est de se placer à la tête de l'innovation. L'Union doit mettre en commun ses ressources en créant de grandes universités, laboratoires et centres d'excellence capables d'attirer les meilleurs cerveaux du monde entier et de produire une recherche à la pointe de la science et de l'innovation. L'Union peut faire beaucoup pour lier la recherche à la croissance. La recherche est notre principal espoir pour que l'Europe de demain soit prospère.

## Éducation

L'éducation est cruciale pour la participation effective des citoyens à la politique européenne. Les universités européennes ne doivent pas perdre de vue leur vocation séculaire d'enseignement en lien avec la tradition humaniste. L'éducation devrait d'abord contribuer à la formation de citoyens européens et ensuite leur fournir la meilleure chance possible sur le marché du travail. Ceci est parfaitement cohérent avec le but de l'Union de promouvoir le développement d'une société européenne de la connaissance.

Ceci fait peser un énorme fardeau sur l'éducation, que ce soit au niveau préscolaire, qui est essentiel, pour assurer que l'aptitude à l'apprentissage est également répartie, ou au niveau universitaire et post-universitaire, ainsi que dans le domaine de la recherche. L'Amérique n'est pas notre seul concurrent. L'Inde et la Chine ne sont pas loin, avec leur population nombreuse, leurs coûts de production imbattables, et, par-dessus tout, leur extraordinaire capacité à assimiler les technologies les plus récentes et les plus avancées.

L'éducation secondaire et professionnelle, qui ont constitué pendant longtemps la base nécessaire pour entrer dans le monde du travail dans l'Europe de l'industrialisation de masse, n'est plus suffisante dans l'économie actuelle de services et de nouvelles technologies. Même nos universités, dans la manière dont elles sont organisées et conçues, se révèlent dans une large mesure incapable de fournir des opportunités d'emplois correspondant à l'investissement fait par les étudiants et leur famille. Elles sont incapables également de maintenir le niveau d'excellence dont l'Europe a besoin pour être à la pointe de l'innovation et pour concurrencer les pays les plus avancés menés par les États-Unis.

L'attention doit également être portée sur la promotion de l'éducation spéciale (éducation pour les enfants aux besoins particuliers) à l'intérieur de l'UE.

## Le modèle social européen: entre marché et biens publics

Le commerce international, l'innovation, l'éducation et la recherche ne sont pas suffisants pour remettre de façon décisive l'Europe sur le chemin de la croissance. Le point de départ doit être d'assurer les conditions premières de la croissance. Nous devons maintenir des finances publiques équilibrées et, quand c'est nécessaire, y remettre de l'ordre pour qu'elles restent saines à l'avenir.

Nous devons continuer à garder l'inflation sous contrôle car nous avons appris par expérience que des hausses de prix généralisées et incontrôlées détruisent la croissance et conduisent à l'inégalité.

Nous devons préserver la concurrence, en sachant que si le marché doit être vraiment libre, il ne peut être livré à lui-même. En même temps, les services d'intérêt général et les biens publics communs ne peuvent être abandonnés aux forces qui forment le libre marché. Les autorités publiques devraient continuer à les prendre en charge à tous les niveaux de gouvernement.

Il est aussi important d'exploiter l'ensemble du potentiel du marché unique et d'éliminer les obstacles subsistant entre secteurs tels que le transport aérien et ferroviaire, l'énergie, ou de façon cruciale, le marché des capitaux. La création d'un espace commun européen dans lequel aucun obstacle ne limite la communication et la mobilité des citoyens de l'UE doit rester une priorité dans l'approfondissement futur du marché intérieur. Dans le même temps, nous devons compléter le réseau de communications, particulièrement routier et ferroviaire, entre les membres actuels de l'UE et nous efforcer d'établir de bonnes communications entre l'est et l'ouest de l'Europe.

Le modèle social européen est une source de grand fierté pour nous et constitue la pierre angulaire de notre vision de la vie et de la manière dont les hommes établissent des relations entre eux et avec les autorités publiques. Cependant, ce modèle doit être actualisé, car aujourd'hui nous vivons bien plus longtemps, car avec les changements intervenus dans notre société contemporaine, qui est aujourd'hui si différente de la société de l'après-guerre, il y a aussi des changements dans les besoins, les attentes et les demandes de la population, vieux, jeunes, travailleurs ou consommateurs. Nous avons besoin de réformer le modèle social européen sans trahir les valeurs et les traditions qui en sont le fondement, si nous voulons le garder et le sauver.

Les politiques de la famille sont de moins en moins en phase avec l'état réel des choses, le nombre croissant de personnes âgées vivant seules sans le soutien de leurs proches et le nombre croissant de femmes travaillant et qui sont contraintes d'accepter - ou de choisir - le fait de n'avoir aucun enfant, ou un seul.

L'égalité entre les hommes et les femmes doit être assurée dans tous les domaines. Une attention particulière doit être portée aux personnes handicapées afin de leur assurer la sauvegarde de leurs droits à travers l'Union européenne.

Dans chaque pays, la sécurité sociale - qui focalise la plupart des débats sur la politique de protection sociale - doit prendre en compte l'espérance de vie plus longue, un phénomène qui sape la durabilité des anciens systèmes de financement.

L'un de nos premiers objectifs est d'atteindre les buts définis par la stratégie de Lisbonne. La recherche d'emploi et la gestion de carrière doivent être facilitées par l'élimination de tout obstacle à l'intégration du marché du travail, adaptée aux différents besoins des jeunes, des femmes et des travailleurs âgés. Les travailleurs indépendants et temporaires doivent être soutenus de manière à ce qu'ils ne travaillent pas dans des conditions intolérables d'insécurité.

En faisant référence aux besoins, nous désignons en particulier ceux des membres les plus fragiles de la société. L'Union doit fournir une sécurité à ces personnes si elle veut se montrer digne de ses valeurs de société civilisée. Cette forme de sécurité doit être fondée sur l'intégration sociale, incluant un salaire minimum garanti. C'est un principe qui doit être accepté et appliqué dans l'ensemble de l'Union.

L'environnement et la protection des consommateurs

Un air et une eau purs, une nourriture et des produits agricoles de qualité sont les garanties d'une meilleure santé humaine et de moindres dépenses de santé. Des sols correctement entretenus, les rivières, les forêts constituent la protection la plus efficace contre les catastrophes qu'une nature négligée nous inflige année après année, été après été. Lorsque l'on regarde les perspectives offertes par l'innovation, il apparaît clairement que l'environnement peut constituer une possibilité pour le développement de nouvelles technologies, et par conséquent, un avantage compétitif pour l'industrie de l'UE.

Les consommateurs peuvent jouer dans ce domaine un rôle crucial. Par leurs choix, ils peuvent exercer une influence décisive sur le comportement des producteurs, incitant les entreprises à considérer comme profitables, même dans le court terme, les stratégies de développement ouvertement inspirées par le respect de l'environnement et des droits des producteurs dans les pays les plus pauvres.

Dans le même temps, les consommateurs ont besoin de protection. Les actionnaires, par exemple, doivent être protégés contre les fraudes et les mauvaises gestions financières des compagnies privées.

Les politiques de marché du travail et les stratégies pour réduire le chômage doivent être poursuivies en gardant un œil sur le contexte culturel dans lequel elles s'appliquent. Nos sociétés sont de plus en plus multi ethniques. Les considérations liées à la diversité culturelle, sociale et ethnique dans nos sociétés doivent participer à nos réponses à apporter aux questions d'emplois.

### Immigration

Dans ce domaine, une politique européenne coordonnée est cruciale. L'immigration illégale doit être combattue par des contrôles rigoureux aux frontières extérieures de l'Union, gérées par les Etats membres comme une responsabilité collective. Il y a un besoin d'une politique d'asile fondée sur des critères applicables à toute l'Union. Ceci nécessite un dialogue et des accords de réadmission avec les pays d'origine de nombreux groupes d'immigrants. Enfin, il est nécessaire de mettre en place une stratégie d'intégration des immigrants légaux (en faisant notamment des investissements significatifs pour les conditions de vie des familles et pour l'instruction des adultes) et plus encore des enfants, dès leur plus jeune âge.

### La citoyenneté et les jeunes générations

L'intégration pleine et entière et la citoyenneté sont des sujets qui ne devraient pas seulement concerner les immigrants venant de pays tiers mais l'ensemble des citoyens de l'UE résidant dans un autre pays membre que le leur. Il est temps d'adopter une politique plus généreuse de la citoyenneté pour ces Européens, nouveaux ou anciens, qui ont choisi de s'installer dans un nouveau pays, qui y développent un sentiment d'appartenance et montrent un "esprit européen" plus affirmé. Quel que soit leur pays de résidence, les citoyens européens devraient avoir le droit de voter aux élections locales et législatives.

Unis par un marché et une monnaie unique, les Européens réclament la possibilité de vivre en liberté et en sécurité dans un espace de justice où les lois ont claires et identiques pour tous. Les Européens réclament la sécurité et la protection contre les dangers qui peuvent nous menacer chaque jour de notre vie dans nos villes, le jour et la nuit, où ceux qui sont le plus exposés sont les plus faibles et les plus vieux.

Gouverner signifie que, les autorités nationale et locales en premier lieu et l'UE en second lieu, prennent en considération les préoccupations et les peurs des citoyens. Le rôle que les jeunes peuvent jouer est aussi très important. Le service militaire obligatoire doit être progressivement remplacé par une politique intégrée en faveur d'un service volontaire. Si ce dernier était lié à la protection de l'environnement et des personnes les plus fragiles de la société, pas seulement dans les pays d'origine de ces jeunes mais aussi dans d'autres Etats membres de l'Union, il contribuerait à une intégration européenne et à la construction d'une identité européenne commune.